

Parler de la dissuasion comme la garantie ultime, c'est promettre une ligne Maginot nucléaire

Bernard Norlain

Les armes nucléaires coûtent cher, donnent une fausse impression de sécurité et risquent d'être dépassées dans les nouvelles guerres spatiales ou cyber, affirme le général d'armée aérienne, président d'Initiatives pour le désarmement nucléaire

La dissuasion nucléaire s'est invitée récemment dans la campagne présidentielle. Alors que le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, s'interrogeait sur son utilité, le député La République en marche de l'Eure Fabien Gouttefarde en a justifié le maintien dans une tribune publiée par *Le Monde* le 31 décembre 2021, reprenant les arguments du complexe militaro-industriel et politique. Il suffit pourtant de les passer en revue pour se rendre compte que ces arguments sont pour le moins éculés.

Il en va ainsi du coût prétendument faible de la dissuasion nucléaire. Tout est évidemment relatif. Ramener le coût annuel de l'arme nucléaire à un calcul par habitant n'a pas de signification s'il n'est pas comparé. En revanche, il est choquant de savoir que les crédits affectés à la dissuasion nucléaire ont été doublés dans la loi de programmation militaire 2019-2025, passant de 3 milliards à 6 milliards d'euros par an. Cela ne pourra se faire, malgré l'augmentation du budget des armées, qu'au détriment des forces conventionnelles pourtant sur le terrain en permanence, au détriment des investissements dans les nouvelles technologies et les nouveaux espaces conflictuels, comme le cyberspace ou l'espace extra-atmosphérique, ou au détriment de la lutte contre les nouvelles menaces globales, climatiques et sanitaires notamment.

Un autre argument invoqué est l'implication très forte des armées et de l'industrie de défense en faveur de la dissuasion nucléaire. En tant que militaire, je ne puis que confirmer la compétence et le dévouement des personnels civils et militaires engagés dans la défense de notre pays. Toutefois, suggérer que leurs qualités morales et professionnelles sont liées à la mise en œuvre de l'arme nucléaire, c'est nier leur valeur intrinsèque. Ces qualités leur appartiennent en propre. Elles sont au service de la France et ne dépendent pas d'une arme, quelle qu'elle soit.

Inévitable escalade

Par ailleurs, prétendre être leur interprète relève de l'imposture. C'est oublier que, étant en activité, ils sont astreints au devoir de réserve. En revanche, nombreux sont les militaires en France et à l'étranger qui, n'étant plus en activité, ont exprimé leur conviction selon laquelle la dissuasion nucléaire est désormais inutile et dangereuse. Quant à l'argument des bienfaits technologiques et économiques qu'apporterait la dissuasion nucléaire, il ignore que la plupart des chercheurs et des entreprises qui y contribuent pourraient très bien se reconverter dans d'autres domaines plus porteurs d'avenir.

Autre élément souvent mis en avant par ses thuriféraires : la dissuasion nucléaire, c'est-à-dire la capacité et la volonté d'exterminer des millions de civils innocents sur décision d'un seul homme, assurerait la sécurité de notre pays. C'est oublier qu'elle repose sur un pari, celui de la rationalité d'un agresseur éventuel. Dans ces conditions, parler de garantie ultime de sécurité ne peut que donner à nos concitoyens, pourtant les premiers concernés, une fausse assurance de sécurité. C'est leur promettre une ligne Maginot nucléaire. Comme l'admettent le député Fabien Gouttefarde et le gouvernement, la dissuasion peut échouer, puisqu'il faudrait la « rétablir » en lançant une frappe nucléaire d'ultime avertissement. Une telle frappe entraînerait une escalade nucléaire aboutissant à la destruction de la France.

Invoquer la course aux armements pour justifier que notre pays s'y joigne équivaut à souhaiter l'abolition du code pénal au motif qu'il existe des criminels. Nous prôtons au contraire un désarmement progressif et multilatéral, reposant sur des traités internationaux vérifiables. N'oublions pas que la majorité des pays du monde [*mais ni la France ni aucune autre puissance nucléaire*] a adopté le traité sur l'interdiction des armes nucléaires, entré en vigueur en janvier 2021, qui rend illégales les armes nucléaires en droit international. Rappelons aussi que la France, comme les autres puissances nucléaires « officielles », s'était engagée à les éliminer en vertu de l'article VI du traité de non-prolifération auquel la France a adhéré en 1992.

Manque d'ambition et d'imagination

En proclamant que la dissuasion nucléaire constitue sa garantie ultime de sécurité, la France tient un discours proliférant qui ne peut qu'inciter d'autres pays à se doter de l'arme nucléaire et donc augmenter le risque de déclenchement d'explosions nucléaires, qu'elles soient volontaires ou accidentelles.

Enfin, et comme le reconnaît le député Fabien Gouttefarde, la stratégie nucléaire est déjà vulnérable aux technologies disruptives telles que la guerre spatiale, mais aussi la cyberguerre, l'intelligence artificielle, les technologies quantiques, les armes hypersoniques, etc. Une étude récente de l'association Initiatives pour le désarmement nucléaire [*« Les nouvelles technologies et la stratégie nucléaire », publiée en novembre 2021*], s'appuyant sur des travaux d'autres experts, l'a démontré. Investir aujourd'hui, par exemple, dans des sous-marins nucléaires prévus pour naviguer jusqu'en 2090 trahit une vision passéiste d'un paysage stratégique en constante évolution. Qui peut dire quels seront les défis de sécurité de la fin du siècle ? Le monde bouge et ne manquera pas de nous surprendre, alors que notre doctrine reste figée depuis soixante ans et que nous nous condamnons à l'immobilisme pour des décennies en concevant des systèmes d'armement dépassés.

Comme trop souvent, nous cédonc à la facilité de reproduire le passé et, le plus souvent, ses erreurs. Plus que tous les arguments des partisans et des adversaires de l'arme nucléaire, c'est ce manque d'ambition et d'imagination qui est le plus désolant et dont les conséquences seront désastreuses pour notre capacité à relever les défis de sécurité de demain.

Enfin, ce que notre député, convaincu de l'infailibilité de la dissuasion nucléaire, ne dit pas, ce sont les conséquences dévastatrices de l'emploi accidentel ou volontaire de l'arme nucléaire, la souffrance et la mort pour des populations entières qui n'auront jamais été consultées et, en définitive, la survie de la planète en question.

Bernard Norlain est général d'armée aérienne (2S), pilote de chasse et président d'Initiatives pour le désarmement nucléaire. Il a été chef du cabinet militaire des premiers ministres Jacques Chirac et Michel Rocard, il a dirigé l'Institut des hautes études de défense nationale et est le président d'honneur du Comité d'études de défense nationale